MFV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
23-02-1987
Coordinatiekamer
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 17.843/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 30 janvier 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "complétant la législation relative aux pensions et rentes allouées aux victimes de la guerre", et en ayant délibéré en ses séances des 4 et 6 février 1987, a donné le 6 février 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 30 januari 1987 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot aanvulling van de wetgeving betreffende de aan de oorlogslachtoffers toegekende pensioenen en renten", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 4 en 6 februari 1987 en heeft op 6 februari 1987 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations ci-après.

Observations générales relatives à la présentation du texte.

A. Le texte en projet doit être précédé de l'arrêté de présentation.

B. Le chapitre 1er du titre II est intitulé "Modifications apportées aux rentes viagères en faveur des déportés et de leurs veuves". Mais il ne contient aucune disposition modificative; il ne compte qu'un seul article, l'article 10, qui donne la définition de deux formules employées dans les articles suivants : "loi de base des bénéficiaires" et "loi de base des veuves".

Ces deux formules désignent l'une "la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945", l'autre, les dispositions relatives aux rentes viagères des veuves des déportés et des réfractaires contenues au chapitre IV de la loi du 23 décembre 1970.

Certes l'article 10 du projet est la reproduction mot pour mot de l'article 1er de la loi du 4 juin 1982 portant des mesures nouvelles en faveur des résistants au nazisme dans les régions annexées, des réfractaires, des déportés, des victimes

.../...

civiles des deux guerres et de leurs ayants droit, loi sur laquelle la section de législation du Conseil d'Etat n'a donné qu'un avis limité au problème de compétence (1).

Mais s'il est une règle de légistique dont le respect s'impose de façon absolue, c'est celle qui veut que les lois et arrêtés soient toujours cités dans les mêmes termes, ceux de l'intitulé sous lequel ils ont été publiés au Moniteur belge. Il suit de là qu'il faudrait : 1° supprimer du projet le chapitre 1er du titre II et l'article 10; 2° citer les lois modifiées par le projet, en ses articles 11 à 16, sous leur intitulé exact.

C. L'article 4 et l'article 9 du projet énoncent exactement les mêmes règles. Ils modifient les mêmes articles, à savoir les articles 3, 5 et 6 de l'arrêté royal du 3 décembre 1984 étendant le champ d'application des pensions de réversion octroyées aux veuves des victimes civiles de la guerre. Ces articles sont, d'ailleurs, applicables aussi bien aux victimes de la guerre 1914-1918 qu'à celles de la guerre 1940-1945.

Il serait préférable de remplacer les articles 4 et 9 du projet par un seul article qui serait inséré sous le titre III (2).

.../...

---

(1) Avis n° L. 14.278/VR du 12 août 1981 (Doc. Sénat 728, session 1980-1981, n° 1, p. 40).

(2) L'arrêté royal du 3 décembre 1984 susvisé a pour base légale, selon son préambule, à la fois les lois coordonnées du 19 août 1921 et la loi du 15 mars 1954.

D. Le texte liminaire de nombreux articles contient la mention que la disposition modifiée l'est "avec effet au 1er janvier 1985".

Les textes liminaires ont pour seul objet d'introduire la modification d'un autre texte. Normalement ils cessent de produire leurs effets dès lors qu'a été opérée la modification à laquelle ils tendent. Il est, dès lors, de mauvaise technique d'indiquer dans le texte liminaire la date à partir de laquelle le texte modifié produit ses effets. Il y a lieu, au contraire, d'insérer dans chacune des dispositions modifiées un alinéa supplémentaire portant qu'elle produit ses effets à partir du 1er janvier 1985.

La présente observation vaut pour les articles 1er, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15 et 16.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Le projet ne concerne que les victimes civiles de la guerre, ce que l'intitulé ne fait pas apparaître. Mais il concerne les victimes civiles de la guerre 1914-1918 aussi bien que celles de la guerre 1940-1945, ce que l'intitulé ne fait pas non plus apparaître. L'intitulé suivant est proposé :

"Projet de loi modifiant et complétant la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit".

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. Cet article modifie l'article 2bis des lois coordonnées du 19 août 1921 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

L'article 2bis a été inséré dans les lois coordonnées par l'article 2 de la loi du 23 décembre 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Dans la phrase liminaire de l'article 1er du projet, il suffit de citer la modification apportée à l'article 2bis par l'article 27 de la loi du 4 juin 1982, cette dernière modification ayant rendu sans objet les modifications antérieures.

2. L'article 1er du projet insère dans cet article 2bis un alinéa 5 comportant un paragraphe 1er et un paragraphe 2, alors qu'en bonne légistique un alinéa ne peut pas être subdivisé en paragraphes; c'est le paragraphe qui peut être subdivisé en alinéas. Cette division de l'alinéa 5 nouveau en deux paragraphes est d'autant plus critiquable en l'espèce que l'article 2bis des lois coordonnées du 19 août 1921 comporte déjà un paragraphe 1er et un paragraphe 2 que le projet n'abroge pas. Il y aurait donc deux paragraphes 1er et deux paragraphes 2 dans le même article.

.../...

3. L'article 2bis originel est d'ailleurs lui-même mal rédigé, puisqu'on y a intercalé une disposition autonome entre la première phrase du paragraphe 1er, qui annonce des tableaux, et ces tableaux eux-mêmes.

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour l'article 1er du projet :

"Article 1er.-

L'article 2bis des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921, y inséré par la loi du 23 décembre 1970 et modifié par la loi du 28 mai 1975, par les lois du 11 juillet 1979 et par la loi du 4 juin 1982, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2bis. § 1er. Selon les tableaux ci-après et en raison d'un taux d'invalidité équivalent, les taux uniques des allocations des invalides visés par l'article 2, § 1er, alinéas 3 et 4, sont proportionnés aux taux uniques des pensions attribuées aux invalides bénéficiaires des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948, en exécution de l'article 10, § 2, des mêmes lois coordonnées :

.../...

a) Quant aux invalides visés par l'article 2, § ler, alinéa 3 :

Taux d'invalidité	Victimes civiles dont le dommage est la conséquence d'un acte patriotique		Autres victimes civiles	
	Périodes et proportions		Périodes et proportions	
	du ler janvier 1981 au 31 mars 1982	à partir du ler avril 1982	du ler janvier 1981 au au 31 mars 1982	à partir du ler avril 1982
10 à 100	89	90	79	80

b) Quant aux invalides visés par l'article 2, § ler, alinéa 4 :

Taux d'invalidité	Victimes civiles dont le dommage est la conséquence d'un acte patriotique		Autres victimes civiles	
	Périodes et proportions		Périodes et proportions	
	du ler janvier 1981 au 31 mars 1982	à partir du du ler avril 1982	du ler janvier 1981 au 31 mars 1982	à partir du ler avril 1982
10 à 100	99	100	89	90

§ 2. Il n'est pas tenu compte de l'article ler, § 2, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 modifiant les lois coordonnées sur les pensions de réparation, pour l'application du paragraphe ler.

.../...

§ 3. Les taux uniques des allocations d'invalidité, compris entre 10 et 95 p.c., ainsi calculés et arrondis au multiple de quatre immédiatement inférieur sont toutefois majorés arithmétiquement de 5 p.c. lorsque les bénéficiaires sont des invalides tombant sous l'application du paragraphe 1er, b, du présent article.

Le Ministre qui a les intérêts des victimes de la guerre dans ses attributions accorde d'office le pourcentage supplémentaire forfaitaire ci-dessus prévu.

§ 4. Selon le tableau ci-après ... (la suite comme au texte de l'actuel paragraphe 2 de l'article 2bis)".

Articles 2 et 3.

L'article 2 modifie une disposition autonome de la loi du 28 juillet 1953 tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918, alors que l'article 3 modifie une disposition des lois coordonnées du 19 août 1921. Il conviendrait donc d'inverser l'ordre de ces deux articles pour respecter la chronologie des lois modifiées.

Article 3 (devenant l'article 2).

Dans la phrase liminaire, il suffit de viser la loi du 27 mai 1969 puisque cette dernière loi modificative a rendu sans objet les modifications antérieures.

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble de l'article :

.../...

"Article 2.-

A l'article 5, § 2, 3°, alinéa ler, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 27 mai 1969, les mots "a droit à la même allocation annuelle que celle fixée par le 1°, b, du présent paragraphe 2" sont remplacés par les mots "a droit à la même allocation annuelle que celle qui est fixée par le 1°, a, du présent paragraphe, s'il s'agit d'une victime dont le décès est la conséquence d'un acte patriotique au sens de l'article 2, § ler, alinéa 2, ou à la même allocation annuelle que celle qui est fixée par le 1°, b, du présent paragraphe, s'il s'agit d'une autre victime ..." (1).

Article 2 (devenant l'article 3).

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, l'article ne tend pas à modifier l'alinéa 2 de l'article 7 de la loi du 28 juillet 1953, mais à remplacer l'alinéa 3 dudit article 7, § ler.

En outre, tout le paragraphe ler de l'article 7 a été modifié par la loi du 28 mai 1975.

Dès lors, le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

.../...

---

(1) Selon les indications fournies par le délégué du Ministre, la fin de l'article 5, § 2, 3°, alinéa ler, subsiste.

"A l'article 7, § ler, de la loi du 28 juillet 1953 tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918, modifié par la loi du 28 mai 1975, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :".

Dans le texte de l'alinéa en projet, il est fait référence à l'alinéa ler du paragraphe. Or, à la suite de la modification apportée à ce paragraphe par la loi du 28 mai 1975, la question se pose de savoir s'il n'y a pas lieu de viser les alinéas ler et 2.

En outre, dans le même alinéa, il y a lieu d'écrire "... visées aux alinéas ler (et 2) et pour laquelle ou pour lesquelles ...".

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais du même alinéa comme il est suggéré de le faire dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Comme cet article modifie un arrêté royal, celui du 3 décembre 1984, on serait tenté, à première vue, de dire qu'il serait mieux à sa place dans un arrêté royal que dans une loi. Toutefois, l'arrêté du 3 décembre 1984 a été pris en vertu d'une habilitation spéciale donnée par l'article 39 de la loi du 30 juin 1983 complétant la législation relative aux pensions et rentes allouées aux victimes de la guerre.

D'autre part, ainsi qu'il a été dit sous l'observation générale C, l'article 4, qui devrait être fusionné avec l'article 9, trouverait mieux sa place dans le titre III du projet.

+

L'article 4 apporte des modifications à l'arrêté royal du 3 décembre 1984 étendant le champ d'application des pensions de réversion octroyées aux veuves des victimes civiles de la guerre. Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur ce que cet arrêté royal du 3 décembre 1984 pourrait avoir été modifié implicitement par l'arrêté royal du 4 juillet 1985 portant le même intitulé. En effet, ce dernier arrêté traite de questions identiques à celles qui font l'objet du premier arrêté, mais en établissant des règles différentes.

Article 5 (devenant l'article 4).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 6bis de la loi du ..., relative aux pensions ..., y inséré par la loi du 23 décembre 1970 et modifié par la loi du 11 juillet 1979 (II), et les lois du 4 juin 1982 et du 30 juin 1983, est complété par l'alinéa suivant :".

Articles 6, 7 et 8.

Il est proposé que l'article 7 devienne l'article 5, que l'article 8 devienne l'article 6 et que l'article 6 devienne l'article 7.

.../...

Article 6 (devenant l'article 7).

Comme l'article tend à modifier la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, loi déjà mentionnée à l'article 5 (devenant l'article 4), il est inutile de répéter l'intitulé de la loi. Il suffit d'employer l'expression "la même loi". Cette observation vaut pour les articles 6, 7 et 8 du projet.

Il y a lieu d'écrire :

"L'article 24, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 24 avril 1957, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Le demandeur en révision ... (la suite comme au projet).

Article 7 (devenant l'article 5).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 17bis de la même loi, y inséré par la loi du 24 avril 1957 et modifié par les lois du 27 mai 1969 et du 23 décembre 1970, est remplacé par la disposition suivante :".

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, l'article 17bis en projet devrait commencer par le membre de phrase suivant :

"Quelles que soient la date du mariage et les causes du décès :

1° la veuve d'un invalide ... ;

2° les enfants visés ...".

.../...

Dans le premier alinéa du a, il y a lieu d'écrire "que la veuve ne fût pas séparée" au lieu de "que la veuve n'était pas séparée".

Dans le même alinéa, il y a lieu de remplacer l'abréviation "C.R.A.B." par l'expression employée dans l'article 6, § 3, alinéa 4, de la loi du 15 mars 1954 : "hommes âgés de 16 à 35 ans, ayant en mai 1940 répondu à l'appel du gouvernement les invitant à rejoindre l'armée".

Dans le deuxième alinéa du a, il y a lieu d'écrire "... il est censé, pour l'application du présent article, ..." au lieu de "... celui-ci est censé, pour l'application du présent article, ...".

Article 8 (devenant l'article 6).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 17quater, § 3, de la même loi, y inséré par la loi du 30 juin 1983, est complété par les alinéas suivants :".

Pour respecter la règle selon laquelle on ne fait pas référence au texte modificatif mais au texte modifié et par souci de concordance avec la fin de l'alinéa 1er du texte en projet, la fin de l'alinéa 2 du même texte doit être rédigée comme suit : "... sollicité le bénéfice de l'article 6bis, e ou f".

Article 9.

Il est fait renvoi aux observations formulées à propos de l'article 4.

.../...

TITRE II.

Article 10.

L'article doit être supprimé pour la raison indiquée sous l'observation générale B.

L'intitulé du titre II peut être maintenu. Toutefois, il serait souhaitable de diviser le titre en deux chapitres : un chapitre Ier groupant les articles 11, 12 et 13 du projet (devenant les articles 8, 9 et 10) et un chapitre II groupant les articles 14, 15 et 16 du projet (devenant les articles 11, 12 et 13).

Pour le chapitre Ier, l'intitulé suivant est proposé : "Modifications à la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, et à la loi du 17 février 1975 modifiant la loi du 12 décembre 1969".

Pour le chapitre II, l'intitulé suivant est proposé : "Modifications au chapitre IV de la loi du 23 décembre 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit".

Article 11 (devenant l'article 8).

L'article doit être rédigé comme suit :

"A l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés

de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, inséré par la loi du 4 juin 1982, les mots "A partir du 1er janvier 1981, la rente est réduite à 405 francs" sont remplacés par les mots "A partir du 1er janvier 1985, la rente est réduite à 500 francs".

Article 12 (devenant l'article 10).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment la disposition modificative pourrait logiquement être intégrée dans le texte modifié.

Au surplus, le texte en projet fait à tort mention "de la présente loi", puisque le texte en projet est destiné à s'insérer dans une loi que le projet modifie.

Le Conseil d'Etat rappelle aussi l'observation générale B qu'il a faite à propos des expressions "loi de base des bénéficiaires" et "loi de base des veuves".

L'article doit être revu dans son ensemble.

Article 13 (devenant l'article 9).

1. Etant donné que l'article tend à modifier la loi du 12 décembre 1969, il serait plus logique de le placer avant l'article 12 du projet qui modifie la loi postérieure du 17 février 1975.

.../...

2. L'article devrait être rédigé comme suit :

"A l'article 9 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 12 octobre 1972 et par la loi du 4 juin 1982, le montant de "405 francs" est remplacé par le montant de "500 francs".

3. Au surplus, il y a lieu de saisir l'occasion de modifier le texte français de l'article 9, alinéa 3, dans lequel il a été omis de faire une référence à l'indice des prix à la consommation, comme le révèle le texte néerlandais.

Article 14 (devenant l'article 11).

L'article appelle les mêmes observations que celles qui ont été faites à propos de l'article 12 du projet.

Article 15 (devenant l'article 12).

Les références faites aux alinéas 1er et 2 de l'article 45, § 1er, de la "loi de base des veuves", à savoir la loi du 23 décembre 1970, sont inexactes. Il s'agit, en réalité, des alinéas 5 et 6.

L'article doit donc être rédigé comme suit :

"Article 12.-

A l'article 45, § 1er, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 12 octobre 1972 et par les lois du 30 décembre 1977 et du 4 juin 1982, sont apportées par les modifications suivantes :

.../...

1° à l'alinéa 5, le montant de "1.620 francs" est remplacé par le montant de "2.000 francs";

2° à l'alinéa 6, première phrase, le montant de "162 francs" est remplacé par le montant de "200 francs"."

Article 16 (devenant l'article 13).

La référence à l'article 45, § 3, de la loi du 23 décembre 1970 n'est pas suffisamment précise. L'article 45, § 3, comptait, à l'origine, deux alinéas; l'article 13 de la loi du 4 juin 1982 y a ajouté un troisième alinéa. C'est ce troisième alinéa que l'article modifie.

L'article doit donc être rédigé comme suit :

"Article 13.-

A l'article 45, § 3, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 4 juin 1982, les montants de "1.620 francs" et de "162 francs" sont remplacés respectivement par les montants de "2.000 francs" et de "200 francs".

TITRE III.

Etant donné qu'il est proposé de reporter au titre III les articles 4 et 9 du projet, l'intitulé "Dispositions générales" conviendrait mieux pour le titre III.

.../...

Article 14 nouveau (articles 4 et 9 du projet).

Il n'y a pas lieu, dans le liminaire de cet article, de faire référence ni aux lois coordonnées du 19 août 1921, comme à l'article 4 du projet, ni à la loi du 15 mars 1954, comme à l'article 9 du projet, qui ne figurent pas dans l'intitulé de l'arrêté du 3 décembre 1984 qui est modifié.

En conséquence, le liminaire du nouvel article devrait être rédigé comme suit :

"Article 14.-

Dans l'arrêté royal du 3 décembre 1984 étendant le champ d'application des pensions de réversion octroyées aux veuves des victimes civiles de la guerre, sont apportées les modifications suivantes : ...".

Selon le fonctionnaire délégué, c'est intentionnellement que le projet modifie l'arrêté royal du 3 décembre 1984 et non celui du 4 juillet 1985.

Article 17 (devenant l'article 15).

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er, première phrase :

"Les demandes d'octroi de rente ou de pension et les demandes en revision fondées sur les articles 2, 3, 5, 6 et 7 de la présente loi doivent être introduites personnellement par les intéressés; ...".

.../...

Dans le texte néerlandais de ce paragraphe, la deuxième phrase devrait être rédigée comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le paragraphe 2, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Les demandes fondées sur les articles 3, 5 et 6, auront effet au plus tôt le 1er janvier 1985, ...".

Le paragraphe 3, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Les demandes visées aux articles 2 et 5 auront effet à partir du premier jour ... (la suite comme au projet)".

Au même paragraphe, alinéa 2, il y a lieu d'écrire "premier jour" au lieu de "1er jour".

Article 19 (devenant l'article 17).

Le paragraphe 1er est inutile. Il ressort, en effet, de l'ensemble de la loi, notamment de l'article 2bis § 3, alinéa 2, en projet, et de l'article 17, § 1er, du projet, que le Ministre désigné dans la loi est le Ministre qui a les intérêts des victimes civiles de la guerre dans ses attributions.

Au paragraphe 2, il y a lieu de supprimer les mots "sous sa responsabilité et son contrôle", qui sont superflus. Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "één of meer ambtenaren" au lieu de "één of meerdere ambtenaren".

De Raad van State moet, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de navolgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen over de inrichting van de tekst.

A. De ontworpen tekst behoort door het indieningsbesluit te worden voorafgegaan.

B. Hoofdstuk I van titel II draagt als opschrift : "Wijzigingen aangebracht in de lijfrenten ten voordele van de weggevoerden en hun weduwen". Het bevat echter geen enkele wijzigingsbepaling; het telt slechts één artikel, artikel 10, dat de definitie geeft van twee formules die in de volgende artikelen gebruikt worden : "basiswet van de gerechtigden" en "basiswet van de weduwen".

De eerste van die twee formules duidt op "de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigeraars en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945", de andere op de in hoofdstuk IV van de wet van 23 december 1970 vervatte bepalingen omtrent de lijfrenten van de weduwen van gedeporteerden en werkweigeraars.

Artikel 10 van de Franse tekst van het ontwerp is weliswaar de woordelijke weergave van artikel 1 van de wet van 4 juni 1982 houdende nieuwe maatregelen ten voordele van de weerstanders tegen het nazisme in de ingelijfde gebieden, de werkweigeraars, de gedeporteerden, de burgerlijke slacht-

.../...

offers van beide oorlogen en hun rechthebbenden, over welke wet de afdeling wetgeving van de Raad van State slechts een beperkt advies heeft uitgebracht ten aanzien van de bevoegdheidskwestie (1).

Als er echter een voorschrift inzake wetgevingstechniek is dat volstrekt nageleefd behoort te worden, is het datgene volgens hetwelk de wetten en besluiten altijd in dezelfde bewoordingen dienen te worden aangehaald, die van het opschrift waaronder zij in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt. Hieruit volgt dat het nodig zou zijn : 1° in het ontwerp hoofdstuk I van titel II alsook artikel 10 te laten vervallen; 2° de wetten die door de artikelen 11 tot 16 van het ontwerp gewijzigd worden, met hun juiste opschrift aan te halen.

C. Artikel 4 en artikel 9 van het ontwerp formuleren precies dezelfde regels. Zij wijzigen dezelfde artikelen, namelijk de artikelen 3, 5 en 6 van het koninklijk besluit van 3 december 1984 tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de reversiepensioenen toegekend aan de weduwen van de burgerlijke oorlogsslachtoffers. Die artikelen zijn trouwens zowel op de slachtoffers van de oorlog 1914-1918, als op die van de oorlog 1940-1945 toepasselijk.

.../...

---

(1) Advies nr. L. 14.278/VR van 12 augustus 1981 (Gedr. St. Senaat 728, zitt. 1980-1981, nr. 1, blz. 40).

Het zou verkieslijk zijn de artikelen 4 en 9 van het ontwerp te vervangen door slechts één artikel dat onder titel III zou worden opgenomen (1).

De inleidende tekst van menig artikel bevat de vermelding dat de bepaling "met uitwerking op 1 januari 1985" gewijzigd wordt.

De inleidende teksten hebben uitsluitend tot doel de wijziging van een andere tekst in te leiden. Normaal houden zij op uitwerking te hebben zodra de wijziging die zij beogen, tot stand is gebracht. Bijgevolg is het geen goede methode in de inleidende tekst aan te geven van welke datum af de gewijzigde tekst uitwerking heeft. Integendeel behoort in elke gewijzigde bepaling een aanvullend lid te worden ingevoegd waarin gesteld wordt dat zij met ingang van 1 januari 1985 uitwerking heeft.

Deze opmerking geldt voor de artikelen 1, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15 en 16.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het ontwerp heeft slechts betrekking op de burgerlijke oorlogsslachtoffers, hetgeen uit het opschrift niet blijkt. Het heeft echter zowel betrekking op de burger-

.../...

---

(1) Het bovenbedoelde koninklijk besluit van 3 december 1984 heeft volgens zijn aanhef zowel de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921 als de wet van 15 maart 1954 als rechtsgrond.

lijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 als op die van de oorlog 1940-1945, wat evenmin uit het opschrift blijkt. Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Ontwerp van wet tot wijziging en aanvulling van de wetgeving op de pensioenen en renten van de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945, en van hun rechthebbenden".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. Dit artikel wijzigt artikel 2bis van de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921 op het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers.

Artikel 2bis is in de gecoördineerde wetten ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 23 december 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten gunste van de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 en van hun rechthebbenden.

In de inleidende volzin van artikel 1 van het ontwerp kan worden volstaan met het aanhalen van de wijziging die bij artikel 27 van de wet van 4 juni 1982 in artikel 2bis is aangebracht, daar deze wijziging de vorige wijzigingen onwerkzaam heeft gemaakt.

2. Artikel 1 van het ontwerp voegt in dat artikel 2bis een vijfde lid in, dat een paragraaf 1 en een paragraaf 2 omvat, terwijl volgens een goede wetgevingstech-

niek een lid niet in paragrafen mag worden onderverdeeld; de paragraaf is het die in leden kan worden onderverdeeld. Deze indeling van het nieuwe vijfde lid in twee paragrafen is in het onderhavige geval des te meer vatbaar voor kritiek daar in artikel 2bis van de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921 reeds een paragraaf 1 en een paragraaf 2 voorkomen, die door het ontwerp niet worden opgeheven. Er zou dus tweemaal een paragraaf 1 en tweemaal een paragraaf 2 in hetzelfde artikel staan.

3. Het oorspronkelijke artikel 2bis is trouwens zelf slecht geredigeerd, aangezien een autonome bepaling is ingevoegd tussen de eerste volzin van paragraaf 1, die tabellen aankondigt, en die tabellen zelf.

Gelet op de voorgaande opmerkingen stelt de Raad van State voor, artikel 1 van het ontwerp als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

Artikel 2bis van de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers, gecoördineerd op 19 augustus 1921, ingevoegd bij de wet van 23 december 1970 en gewijzigd bij de wet van 28 mei 1975, bij de wetten van 11 juli 1979 en bij de wet van 4 juni 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 2bis. § 1. Overeenkomstig de tabellen hierna worden, voor een gelijkwaardig invaliditeitspercentage, de enige bedragen van de uitkeringen aan invaliden bedoeld in artikel 2, § 1, derde en vierde lid, vastgesteld in verhouding tot de enige bedragen van de pensioenen toegekend aan

.../...

de invaliden op wie de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen van 5 oktober 1948 toepasselijk zijn, ter uitvoering van artikel 10, § 2, van dezelfde gecoördineerde wetten :

a) Wat betreft de invaliden bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid :

Invaliditeitspercentage	Burgerlijke slachtoffers wier schade het gevolg is van een vaderlandlievende daad		Andere burgerlijke slachtoffers	
	Periodes en verhoudingen		Periodes en verhoudingen	
	van 1 januari 1981 tot 31 maart 1982	met ingang van 1 april 1982	van 1 januari 1981 tot 31 maart 1982	met ingang van 1 april 1982
10 tot 100	89	90	79	80

b) Wat betreft de invaliden bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid :

Invaliditeitspercentage	Burgerlijke slachtoffers wier schade het gevolg is van een vaderlandlievende daad		Andere bugerlijke slachtoffers	
	Periodes en verhoudingen		Periodes en verhoud-dingen	
	van 1 januari 1981 tot 31 maart 1982	met ingang van 1 april 1982	van 1 januari 1981 tot 31 maart 1982	met ingang van 1 april 1982
10 tot 100	99	100	89	90

.../...

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 wordt geen rekening gehouden met artikel 1, § 2, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.

§ 3. De tussen 10 en 95 pct. begrepen enige bedragen van de invaliditeitsuitkeringen, aldus berekend en afgerond tot op het naaste lagere veelvoud van vier, worden evenwel rekenkundig met 5 pct. verhoogd wanneer de gerechtigden invaliden zijn op wie paragraaf 1, b, van dit artikel toepassing vindt.

De Minister tot wiens bevoegdheid de belangen van de oorlogsslachtoffers behoren, kent ambtshalve het hierboven bedoelde forfaitaire bijkomend invaliditeitspercentage toe.

§ 4. Overeenkomstig de tabel hierna ... (voorts zoals in de huidige paragraaf 2 van artikel 2bis)".

De artikelen 2 en 3.

Artikel 2 wijzigt een autonome bepaling van de wet van 28 juli 1953 strekkende tot het verwezenlijken van sommige aanpassingen inzake het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers van de oorlog 1914-1918, terwijl artikel 3 een bepaling van de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921 wijzigt. Die twee artikelen zouden derhalve in omgekeerde volgorde moeten worden opgenomen opdat de chronologische volgorde van de gewijzigde wetten in acht wordt genomen.

.../...

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

In de inleidende volzin volstaat het te verwijzen naar de wet van 27 mei 1969 daar deze wijzigingswet de vroegere wijzigingen onwerkzaam heeft gemaakt.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het artikel in zijn geheel :

"Artikel 2.-

In artikel 5, § 2, 3°, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1969, worden de woorden "heeft ... recht op dezelfde jaarlijkse uitkering als vastgesteld in 1°, b, van deze paragraaf 2" (1) vervangen door de woorden "heeft ... recht op dezelfde jaarlijkse uitkering als die welke in 1°, a, van deze paragraaf is vastgesteld, wanneer het gaat om een slachtoffer wiens overlijden het gevolg is van een vaderlandlievende daad in de zin van artikel 2, § 1, tweede lid, of op dezelfde jaarlijkse uitkering als die welke in 1°, b, van deze paragraaf is vastgesteld, wanneer het gaat om een ander slachtoffer ..." (2).

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

Volgens de door de gemachtigde ambtenaar verschafte uitleg heeft het artikel niet tot doel het tweede lid van artikel 7 van de wet van 28 juli 1953 te wijzigen, maar het derde lid van het genoemde artikel 7, § 1, te vervangen.

../...

---

(1) Het ontwerp geeft niet de juiste tekst op (zie B.S. 10 juni 1969, blz. 5804).
(2) Volgens de door de gemachtigde van de Minister verschafte inlichtingen blijft het slot van artikel 5, § 2, 3°, eerste lid, bestaan.

Bovendien is de gehele paragraaf 1 van artikel 7 gewijzigd bij de wet van 28 mei 1975.

Derhalve wordt voor de inleidende volzin de volgende tekst voorgesteld :

"In artikel 7, § 1, van de wet van 28 juli 1953 strekkende tot het verwezenlijken van sommige aanpassingen inzake het herstel te verlenen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918, gewijzigd bij de wet van 28 mei 1975, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling :".

In de tekst van het ontworpen lid wordt verwezen naar het eerste lid van de paragraaf. Ingevolge de wijziging welke de wet van 28 mei 1975 in die paragraaf heeft aangebracht, is het echter de vraag of niet dient te worden verwezen naar het eerste en het tweede lid.

Bovendien schrijve men in hetzelfde lid, in de Franse tekst : "... et pour laquelle ou pour lesquelles ...", en in de Nederlandse tekst : "De invalide wordt door de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst onderzocht op één of meer kwalen of lichaamsgebreken, bedoeld in het eerste (en het tweede lid), waarvoor ...".

Artikel 4.

Aangezien dit artikel een koninklijk besluit wijzigt, namelijk dat van 3 december 1984, zou men op het eerste gezicht geneigd zijn te zeggen dat het beter in een

.../...

koninklijk besluit zou staan dan in een wet. Het besluit van 3 december 1984 is evenwel uitgevaardigd op grond van een bijzondere machtiging verleend door artikel 39 van de wet van 30 juni 1983 tot aanvulling van de wetgeving betreffende de aan de oorlogsslachtoffers toegekende pensioenen en renten.

Zoals is gezegd onder de algemene opmerking C, zou artikel 4, dat zou moeten worden samengevoegd met artikel 9, anderzijds beter in titel III van het ontwerp staan.

+

Artikel 4 brengt wijzigingen aan in het koninklijk besluit van 3 december 1984 tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de reversiepensioenen toegekend aan de weduwen van de burgerlijke oorlogsslachtoffers. De Raad van State vestigt er de aandacht van de Regering op dat het bedoelde koninklijk besluit van 3 december 1984 stilzwijgend gewijzigd zou kunnen zijn bij het koninklijk besluit van 4 juli 1985 met hetzelfde opschrift. Dat laatste besluit handelt immers over volstrekt dezelfde kwesties als die waarop het eerste besluit betrekking heeft, maar stelt andere regels.

.../...

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 6bis van de wet van ... betreffende de herstelpensioenen ..., ingevoegd door de wet van 23 december 1970 en gewijzigd bij de wet van 11 juli 1979 (II) en de wetten van 4 juni 1982 en 30 juni 1983, wordt aangevuld met het volgende lid :".

Artikelen 6, 7 en 8.

Voorgesteld wordt dat artikel 7 artikel 5 wordt, dat artikel 8 artikel 6 wordt en dat artikel 6 artikel 7 wordt.

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Aangezien het artikel strekt tot wijziging van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen van de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, van welke wet reeds sprake is in artikel 5 (dat artikel 4 wordt), is het onnodig het opschrift van de wet te herhalen. Er kan worden volstaan met de uitdrukking "van dezelfde wet". Die opmerking geldt voor de artikelen 6, 7 en 8 van het ontwerp.

.../...

Men schrijve :

"Artikel 24, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 april 1957, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 3. De aanvrager van de herziening wordt medisch alleen onderzocht op ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7 (dat artikel 5 wordt).

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 17bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 24 april 1957 en gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1969 en 23 december 1970, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zou het ontworpen artikel 17bis als volgt moeten beginnen :

"Ongeacht de datum van het huwelijk en de oorzaken van het overlijden :

1° heeft de weduwe ...;

2° verkrijgen de kinderen ...".

.../...

In de Franse tekst van het eerste lid van a, schrijve men "que la veuve ne fût pas séparée" in plaats van "que la veuve n'était pas séparée".

In hetzelfde lid vervange men de afkorting "R.C.B.L.-er" door de uitdrukking waarmee gewerkt wordt in artikel 6, § 3, vierde lid, van de wet van 15 maart 1954 : "mannen van 16 tot 35 jaar die, in mei 1940, gehoor hebben gegeven aan de oproep van de regering, om zich bij het leger te voegen".

Het tweede lid van a zou beter als volgt worden geredigeerd : "Wanneer de in artikel 6bis, f), bedoelde gerechtigde vóór 1 oktober 1983 overleden is, wordt hij, voor de toepassing van dit artikel, geacht tijdens de periode van één jaar vóór zijn overlijden, een invaliditeitspensioen genoten te hebben, berekend op basis van datzelfde artikel 6bis, f)".

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt).

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 17quater, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 30 juni 1983, wordt aangevuld met de volgende leden :".

.../...

Ter inachtneming van de regel volgens welke niet wordt verwezen naar de wijzigingstekst maar naar de gewijzigde tekst, en ter wille van de overeenstemming met het slot van het eerste lid van de ontworpen tekst, moet in het tweede lid van dezelfde tekst worden geschreven : "... is de bepaling van het voorgaande lid slechts van toepassing indien de betrokkene het voordeel van artikel 6bis, e of f, op geldige wijze aangevraagd had".

Artikel 9.

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die geformuleerd zijn naar aanleiding van artikel 4.

TITEL II.

Artikel 10.

Het artikel moet worden geschrapt om de reden die opgegeven is onder de algemene opmerking B.

Het opschrift van titel II kan gehandhaafd worden. Het zou evenwel wenselijk zijn de titel in te delen in twee hoofdstukken : een hoofdstuk I, bestaande uit de artikelen 11, 12 en 13 van het ontwerp (die de artikelen 8, 9 en 10 worden) en een hoofdstuk II, bestaande uit de artikelen 14, 15 en 16 van het ontwerp (die de artikelen 11, 12 en 13 worden).

Voor hoofdstuk I wordt het volgende opschrift voorgesteld : "Wijzigingen in de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigeraars en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945, en in de wet van 17 februari 1975 tot wijziging van de wet van 12 december 1969".

Voor hoofdstuk II wordt het volgende opschrift voorgesteld : "Wijzigingen in hoofdstuk IV van de wet van 23 december 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten gunste van de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 en hun rechthebbenden".

Artikel 11 (dat artikel 8 wordt).

Het artikel moet als volgt geredigeerd worden :

"In artikel 4, § 2, derde lid, van de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigeraars en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945, ingevoegd door de wet van 4 juni 1982, worden de woorden "Vanaf 1 januari 1981 wordt de rente verminderd tot 405 frank" vervangen door de woorden "Vanaf 1 januari 1985 wordt de rente verminderd tot 500 frank".

.../...

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe de wijzigingsbepaling logisch opgenomen zou kunnen worden in de gewijzigde tekst.

Bovendien verwijst de ontworpen tekst ten onrechte naar "deze wet", aangezien de ontworpen tekst bestemd is om ingevoegd te worden in een wet die door het ontwerp gewijzigd wordt.

De Raad van State wijst ook op de algemene opmerking B die hij gemaakt heeft in verband met de uitdrukkingen "basiswet van de gerechtigden" en "basiswet van de weduwen".

Het artikel moet in zijn geheel herzien worden.

Artikel 13 (dat artikel 9 wordt).

1. Aangezien het artikel strekt tot wijziging van de wet van 12 december 1969, zou het logischer zijn het te plaatsen vóór artikel 12 van het ontwerp dat de latere wet van 17 februari 1975 wijzigt.

2. Het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

.../...

"In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1972 en bij de wet van 4 juni 1982, wordt het bedrag van "405 frank" vervangen door het bedrag van "500 frank".

3. Bovendien dient van de gelegenheid gebruik te worden gemaakt om een wijziging aan te brengen in de Franse tekst van artikel 9, derde lid, waarin een verwijzing ontbreekt naar het indexcijfer van de consumptieprijzen, zoals blijkt uit de Nederlandse tekst.

Artikel 14 (dat artikel 11 wordt).

Bij het artikel zijn dezelfde opmerkingen te maken als die welke gemaakt zijn naar aanleiding van artikel 12 van het ontwerp.

Artikel 15 (dat artikel 12 wordt).

De verwijzingen naar het eerste en tweede lid van artikel 45, § 1, van de "basiswet van de weduwen", namelijk de wet van 23 december 1970, zijn onjuist. Het gaat in feite om het vijfde en het zesde lid.

Het artikel moet dan ook als volgt geredigeerd worden :

.../...

"Artikel 12.-

In artikel 45, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1972 en bij de wetten van 30 december 1977 en 4 juni 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vijfde lid wordt het bedrag van "1.620 frank" vervangen door het bedrag van "2.000 frank";

1° in het zesde lid, eerste volzin, wordt het bedrag van "162 frank" vervangen door het bedrag van "200 frank"."

Artikel 16 (dat artikel 13 wordt).

De verwijzing naar artikel 45, § 3, van de wet van 23 december 1970 is niet nauwkeurig genoeg. Artikel 45, § 3, bevatte oorspronkelijk twee leden; artikel 13 van de wet van 4 juni 1982 heeft er een derde lid aan toegevoegd. Het is precies dat derde lid dat het artikel wijzigt.

Het artikel moet dan ook als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 13.-

In artikel 45, § 3, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 juni 1982, worden de bedragen van "1.620 frank" en "162 frank" respectievelijk vervangen door de bedragen van "2.000 frank" en "200 frank".

.../...

TITEL III.

Aangezien voorgesteld wordt de artikelen 4 en 9 van het ontwerp onder te brengen in titel III, zou voor titel III het opschrift "Algemene bepalingen" beter passen.

Nieuw artikel 14 (artikelen 4 en 9 van het ontwerp).

In de inleidende volzin van dit artikel behoeft niet te worden verwezen naar de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921, zoals in artikel 4 van het ontwerp, noch naar de wet van 15 maart 1954, zoals in artikel 9 van het ontwerp, welke wetten niet voorkomen in het opschrift van het besluit van 3 december 1984 dat gewijzigd wordt.

Bijgevolg zou de inleidende volzin van het nieuwe artikel als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 14.-

In het koninklijk besluit van 3 december 1984 tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de reversiepensioenen toegekend aan de weduwen van de burgerlijke oorlogsslachtoffers, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaar wijzigt het ontwerp met opzet het koninklijk besluit van 3 december 1984 en niet dat van 4 juli 1985.

Artikel 17 (dat artikel 15 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 1 :

"De aanvragen tot toekenning van een rente of pensioen en de aanvragen tot herziening, die steunen op de artikelen 2, 3, 5, 6 en 7 van deze wet, moeten door de betrokkenen persoonlijk ingediend worden; tenzij het tegendeel is bedongen, moeten zij gericht worden aan de Minister tot wiens bevoegdheid de belangen van de oorlogsslachtoffers behoren".

Paragraaf 2, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De aanvragen die steunen op de artikelen 3, 5 en 6, zullen ten vroegste op 1 januari 1985 uitwerking hebben, ...".

Paragraaf 3, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"§ 3. De aanvragen bedoeld in de artikelen 2 en 5, zullen uitwerking hebben vanaf de eerste dag ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men "eerste dag" in plaats van "1ste dag".

Artikel 19 (dat artikel 17 wordt).

Paragraaf 1 is overbodig. Uit het geheel van de wet en inzonderheid uit het ontworpen artikel 2bis, § 3, tweede lid, en artikel 17, § 1, van het ontwerp blijkt dat de in de wet bedoelde Minister, de Minister tot wiens bevoegdheid de belangen van de burgerlijke slachtoffers van de oorlog behoren.

In paragraaf 2 dienen de woorden "onder zijn verantwoordelijkheid en zijn toezicht" als overbodig te vervallen. Voorts schrijve men in de Nederlandse tekst "aan één of meer ambtenaren" in plaats van "aan één of meerdere ambtenaren".

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a éte présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. Ch. HUBERLANT.